

« Les « Subaltern Students » ? Enquêteurs, Transcripteurs, Interprètes, Traducteurs de l'ORSTOM-IRD, du CNRS, de l'IFAN, de l'UCAD, du CODESRIA et autres institutions internationales (BM, AFD, UE, FAO) ou non-gouvernementales (ONG) »

Jean Copans

**Professeur émérite de sociologie
(Université Paris Descartes)**

Résumé :

Le point de vue développé dans cette réflexion est celui d'un anthropologue social français qui a l'impression de rabâcher depuis près de quarante ans la même antienne : seule une sociologie des pratiques réelles qui modèlent l'enquête de terrain de l'extérieur et de l'intérieur peut permettre de comprendre la nature et de mesurer la fiabilité des connaissances ainsi produites et par la suite du savoir capitalisé. Le champ, colonial, post-colonial puis post-ajustement, des études africaines se prête particulièrement bien à cet exercice à cause de la détérioration matérielle et intellectuelle qui s'y constate tant pour des raisons de consultance développementaliste envahissante que de baisse inquiétante des standards réflexifs de l'enseignement universitaire national en sciences sociales. Cette réflexion appelle in fine à un sursaut de l'ensemble des acteurs de la recherche en Afrique, africains comme occidentaux, afin d'inventer les voies d'une réforme effective des pratiques d'enquête de terrain et de reconnaître le rôle, aussi bien positif que négatif, des *subaltern students* qui en produisent les matériaux de base.

Mots clés :

Un silence de mort traverse les débats idéologico-scientifiques africains-africanistes depuis plus d'un demi-siècle de recherches de terrain en sciences sociales en Afrique noire : qu'en est-il des « petites mains » de la recherche qui servent d'intermédiaires (très variés) entre le savant, l'apprenti-savant (l'étudiant par exemple) ou encore le pseudo-savant et 'les représentants' des sociétés étudiées et fréquentées ? Partisans du positivisme colonial des études africaines, afrocentrés en tous genres, post-colonialistes et alter-africanistes partagent tous le même péché : celui de ne pas donner la parole aux collaborateurs subalternes qui contribuent à fabriquer le savoir ou du moins celui de ne pas rendre leur dû à ceux qui participent de manière décisive aux démarches initiales de la dynamique de production des connaissances. En effet au-delà, ou plutôt en-deçà, des retours populistes à la restitution des voix réelles des acteurs observés de l'anthropologie postmoderne¹ se situe la question du statut de la parole « ventriloque » des chercheurs invisibles ou invisibilisés². Ce constat s'applique autant aux collaborateurs des chercheurs reconnus et professionnels qu'aux consultants pressés des organismes de développement ou encore aux étudiants qui redupliquent mécaniquement cette division sociale du travail comme une preuve méthodologique nécessaire et suffisante de scientificité.

Cette perspective permet de poser pragmatiquement la question de la division du travail en sciences sociales tant du point de vue de la légitimité des diplômes et des acquis professionnels que des hiérarchies organisationnelles dites scientifiques. Elle doit se conduire dans une perspective historique qui permet de contraster l'ethos du positivisme colonial d'hier

¹ Voir par exemple l'ouvrage où les quatre auteurs sont respectivement le chercheur, l'informateur, l'interprète et l'éditeur (Bahr, 1974). Nous l'évoquons plus loin au travers de la lecture qu'en donne J. Clifford (1983).

² Voir les fondements de notre problématique dans notre article « Intellectuels visibles, intellectuels invisibles » (1993). Lire également notre réflexion sur « La production scripturale de la démocratie... » (2007a).

au laisser-faire libéral du *consulting* mondialisé d'aujourd'hui et de repérer les moments et situations d'évolution de ces modes de production. Il paraît certes difficile de changer les habitudes institutionnelles et culturelles enracinées non seulement dans les mécanismes inégalitaires des rapports scientifiques mondiaux et nationaux mais aussi et surtout dans l'image même de la science fondamentale *ou appliquée*, du savoir (et notamment du savoir *utile*) terrassant l'ignorance. L'historicité mondiale de la construction des objets dans ces disciplines soulève la question de sciences sociales non seulement sans frontières nationales et linguistique encore assurées mais aussi sans frontières sociales internes. L'utopie nous guette probablement, au bon mais aussi au mauvais sens du terme, si nous voulons analyser scientifiquement les structures de domination au sein même de ces disciplines. Quant à les transformer c'est une affaire plus mondiale que simplement africaine. C'est pourquoi l'affaiblissement de l'enracinement institutionnel des sciences sociales dans les sociétés africaines, malgré les efforts considérables d'organismes comme le CODESRIA ou d'autres, doit être considéré comme une affaire toujours internationale, n'en déplaise à ceux qui conçoivent l'avenir de ces disciplines comme relevant uniquement de démarches idéologiques, post-coloniales et afro-centrées.

Cette interrogation prend place, d'un point de vue plus personnel, dans la continuité d'une série de préoccupations, initiées il y a pratiquement 40 ans, et portant sur les modalités de constitution et d'évolution des études africaines et africanistes, notamment françaises et francophones (1974)³. On saisira ses inflexions les plus récentes dans deux articles consacrés d'une part aux sociabilités professionnelles des intellectuels, notamment sénégalais (2007a) et de l'autre à l'impossible avènement d'une anthropologie africaine (2007b). Mais sa raison d'être principale renvoie à une seconde préoccupation, plus générale et disciplinaire, qui l'englobe et qui porte sur l'analyse des modalités de fonctionnement et de fabrication des sciences sociales. Dépassant le genre postmoderne de la réflexivité et de l'auto-réflexivité cette problématique propose comme un retour à la sociologie de la connaissance, une sociologie qui serait bien entendu à la fois historique, politique et scientifique mais qui serait aussi celle des situations et des rapports sociaux concrets internes aux enquêtes et aux procédures de production des connaissances. C'est d'ailleurs dans cet esprit que j'ai rédigé *L'enquête ethnologique de terrain* (2008) qui se situe à la limite d'un manuel (malgré la collection, 128, où il est édité) et qui n'est certainement pas un guide de procédures.

Notre démarche vise à mettre en lumière l'existence d'une science sociale à deux vitesses fondée sur une division hiérarchique, sociale et intellectuelle des tâches « scientifiques ». Cette division du travail transcende la distinction recherche fondamentale, recherche appliquée ou encore utilitaire. Elle vise également à évoquer des nouvelles pratiques de formation et de validation capables d'inverser cette dynamique comme par exemple celles qui sont expérimentées au Lasdel à Niamey (Olivier de Sardan, 2010). La première partie sera donc consacrée à un état des lieux sociologique sommaire des diverses enquêtes, positions et catégories qui permette de mettre en lumière l'importance de ce que nous avons appelé par métaphore avec les *subaltern studies*⁴, les subaltern students !

La seconde partie reviendra sur les principes et instruments ayant permis une telle mise en lumière. Nous tenterons de justifier le dépassement des démarches égo-centrées, réflexives ou encore idéologiques par un positionnement autant que faire se peut purement

³ Notre réflexion méthodologique remonte également à cette époque : voir nos trois textes publiés dans *L'Homme* à la fin des années 1960 et repris dans *Critiques et politiques de l'anthropologie* (1974).

⁴ Il s'agit d'un courant historiographique indien qui a cherché à réécrire l'histoire coloniale indienne (et même mondiale) à partir du point de vue des colonisés et des dominés. Voir J.Pouchepadass (2000, 2004) et J.-L. Amselle (2008).

sociologique (ou anthropologique)⁵. Il est évident qu'il n'est pas possible de fonder une telle démarche sur la seule analyse des études africanistes mais nous n'avons pas la place pour examiner les positions des anthropologues partisans d'une anthropologie monde ou sans frontières dans le champ de la division sociale interne du travail scientifique.

Une sociologie historique des types d'enquête en sciences sociales

Rappeler que les sciences sociales sont un phénomène social et sociétal comme un autre et par conséquent soumises à ce titre aux mêmes démarches de construction de l'objet sociologique que les autres domaines de la société, est un truisme. Toutes les entrées de l'interpellation sociologique et anthropologique s'appliquent avec une évidence simpliste à cet univers qui se pense malheureusement trop souvent au-dessus des lois (sociologiques). Sociologie du travail d'abord, sociologie de l'organisation, sociologie politique, sociologie de la connaissance et de la science ensuite, anthropologie des âges et des genres, anthropologie des identités et de la vie quotidienne, anthropologie linguistique de l'interlocution et de l'énonciation, sociologie de la formation et de l'éducation, anthropologie de l'écriture et de l'oralité enfin sont autant de grilles de lecture des activités d'enquête, de réflexion et d'écriture auxquelles peuvent se ramener les critères de définition des sciences sociales. Dans les articles précités plus haut nous avons évoqué certaines pratiques sociales qui semblaient contribuer selon nous à une conception hiérarchisée des rapports sociaux d'enquête tant au niveau des rapports de la vie quotidienne (l'autorité des aînés sur les cadets, la culture de l'emploi des « petites bonnes » et des « aides » domestiques) que d'une certaine conception bureaucratique de la délégation de l'enquête de terrain confortée depuis l'époque coloniale⁶. Nous retiendrons ici trois niveaux d'analyse : les modes historiques de division et d'organisation du travail, les positions « professionnelles » et statutaires ainsi repérées et enfin les logiques sociales qui les animent⁷.

Une série de dynamiques franco-francophones particulières

Il faut commencer par une approche historique qui nous conduise du *veranda anthropologist* des années coloniales de l'entre-deux guerres ou même des années 1950 aux étudiants-chômeurs-pigistes d'aujourd'hui qui font passer des questionnaires à la vitesse d'une distribution de tracts politiques⁸. Une lecture attentive des textes disponibles, y compris en géographie, la grande science sociale africaniste française des années 1940-1980, ne nous

⁵ Nous avons retenu l'expression de sociologie de la connaissance (et de la science) parce que c'est dans le cadre de cette thématique disciplinaire que s'insère notre approche. Il existe une anthropologie de la connaissance mais elle est surtout centrée sur les modes de penser des populations étudiées et non des chercheurs qui les étudient. Cependant idéalement, en tant qu'anthropologue, il nous semblerait préférable qu'à l'avenir se construise une véritable anthropologie de la connaissance scientifique. Le meilleur exemple méthodologique disponible aujourd'hui en études africaines est l'étude approfondie du Rhodes-Livingstone Institute par L. Schumaker (2001) qui est historienne.

⁶ Voir notamment « Les frontières africaines de l'anthropologie » ou j'évoque la *perdiemisation* bureaucratique de l'idée d'enquête de terrain. (2007b : 346-347).

⁷ Il est évident que ce type d'approche peut s'appliquer à n'importe quelle tradition ou champ de pratique des sciences sociales. Le caractère sommaire de notre description ne se veut nullement caricatural et il convient de rappeler que la plupart des comportements signalés ici renvoient aux conditions coloniales et néo ou post coloniales d'initialisation des recherches en sciences sociales au cours du XXe siècle.

⁸ B. Malinowski critique dès les années 1920 les défauts de la démarche des *veranda anthropologists* (1963).

apprendra pas grand-chose sur ce point en dehors des remerciements formels : seule une histoire orale (lorsque c'est encore possible) ou un travail sur les archives personnelles des chercheurs et des administrateurs nous permettrait de repérer l'organisation de la mise au travail des « recueilleurs » de données primaires. Mais il faudrait aller plus loin et s'interroger sur les conditions de travail proprement dites (contrats, rémunérations, heures de travail, disponibilités, compétences formelles et informelles, formation continue) et le rôle des administrations dans ce domaine. Je me souviens bien du refus des gestionnaires du centre ORSTOM de Dakar en 1967 à recruter des personnels au-dessus du niveau de Certificat d'Etudes Primaires sous le prétexte qu'en sciences naturelles (pédologie, entomologie) il suffisait d'analphabètes pour réaliser ces enquêtes.

Car il ne faut pas oublier que l'invention franco-africaine de l'enquête de terrain dans les années 1950-1970 comportait deux volets : l'enquête de type disciplinaire, individuelle, et l'enquête de survey, collective, de collecte surtout quantitative ou qualitative. *Ma première expérience de terrain* en Côte d'Ivoire en 1965 (au cours d'une enquête dite appliquée) consista pendant le premier mois à faire le DRH, à la fois chef de chantier et contre-maître, d'une trentaine d'enquêteurs. J.-M. Gibbal de son côté réussissait à conduire dans un contexte identique ses premières enquêtes personnelles sur la ville d'Abidjan dans le cadre même des enquêtes officielles d'aménagement urbanistique. Cette première période orienta donc les recherches vers une conception hiérarchisée du recueil des données. Malgré le poids symbolique de l'image anglo-saxonne du chercheur anthropologue connaissant les langues locales et passant une année ou deux, de manière solitaire, sur le terrain (Beattie, 1965), la pratique fut bien différente d'autant qu'il existait des fonds pour recruter un tel personnel selon les standards salariaux de l'époque. Cette pratique fut d'autant plus décisive que c'est à la même époque que se formait la première véritable génération de chercheurs locaux. L'africanisation de la recherche s'est d'abord produite, pour l'essentiel, par le détour d'études conduites en France ou en Europe : condisciples au sein de la même culture professionnelle, les premiers chercheurs, d'origine sociale sélectionnée, ont partagé, en partie involontairement, les mêmes principes de la division du travail scientifique que leurs condisciples français. Et surtout les défauts d'une formation plus livresque que pratique.

La lenteur à africaniser la formation nationale en sciences sociales dans les politiques de coopération a maintenu cette coupure entre recherche commanditée de l'extérieur, des hauteurs des puissances publiques et délégation de l'exécution, conception paternaliste et « subalterniste » des mécanismes de production des données, je ne parle pas des connaissances. Les revendications d'africanisation des recherches sont restées plus idéologiques que pratiques⁹ et peu de critiques ont remis en cause le modèle dominant d'organisation des enquêtes, conforté de plus par les modes d'opération des stations de recherche agronomique ou plus encore par le refus d'employer les langues nationales dans le développement social aussi bien que culturel et scientifique. Bref au moment où les promotions de chercheurs nationaux commençaient à devenir opérationnels, à occuper des postes et à faire vivre des ?????????? était pas pour autant remise en cause. Combien de jeunes chercheurs ne m'ont-ils pas affirmé au cours des années 1970-1980 qu'il leur était impossible d'aller sur le terrain faute de voitures de service et de per diem ? Il ne s'agit pas de généraliser mais de constater un état d'esprit, une culture d'entreprise (scientifique) en quelque sorte.

Malheureusement au moment où commence à se poser la question de la mise en route d'une dynamique de reproduction des cohortes des chercheurs en poste s'ouvre la période des Plans d'Ajustements Structurels : la baisse des fonds et des postes publics est compensée de manière subtile par l'africanisation des consultances internationales et donc par la

⁹ Voir par exemple les attendus des conclusions du Congrès de Etudes africaines tenu à Dakar en 1967.

privatisation utilitaire des résultats des sciences sociales. Moyens d'enquête, y compris l'emploi d'exécutants subalternes, revenus complémentaires vont certes permettre la pérennité de ces disciplines mais au profit de problématiques de moins en moins académiques et surtout en socialisant d'emblée une nouvelle catégorie sociale, celle des étudiants en cours de formation qui va apprendre les sciences sociales comme une activité de consultance où la hiérarchie des fonctions prend le pas sur la production rigoureuse et contrôlée des connaissances. Le modèle de la consultance évite la sanction académique et appauvrit de fait les réflexions non seulement théoriques mais même méthodologiques. Il est facile de vérifier par exemple que les débats épistémologiques et politiques qui partagent les communautés d'experts et de spécialistes du développement depuis une bonne quinzaine d'années sont rarement répercutés au niveau des universités africaines ou des équipes locales de consultance¹⁰. Ce qui était jadis le privilège des chercheurs d'origine étrangère le reste toujours à ceci près que les coupures raciales-sociales de jadis sont devenues aujourd'hui purement sociales. L'idéologisme afro-nationaliste, l'objectivisme techno-méthodologique et pré-construit, la nostalgie de la supériorité sociale dessine l'image d'un savoir faussement autonome mais totalement décalé par rapport aux courants internationaux ou mondiaux des noyaux disciplinaires. Pour des raisons tout à fait différentes mais qu'il serait possible de documenter les étudiants d'origine occidentale partagent peu ou prou le même état d'esprit même si les causes premières en sont bien sûr, très différentes.

Une esquisse des typologies des acteurs subalternes de l'enquête

Dans le titre de la réflexion j'ai déjà proposé une idée succincte de deux des registres typologiques sollicités : celui des types d'activité d'une part et celui des types d'employeurs de l'autre. Il faut évidemment élargir la gamme des typologies qu'elles portent sur la nature des formations et des compétences acquises ou concernent plus globalement la sociologie générale des acteurs eux-mêmes (Genre, âge, position familiale, origine nationale, sociale et « ethnique », expériences professionnelles, techniques et disciplinaires, degré d'autonomie réflexive et productive en cours d'enquête, etc). Cependant avant de parcourir ces différentes figures un détour paraît nécessaire afin de conforter et de situer notre perspective au sein d'une conception déjà ancienne de l'anthropologie, qualifiée de post-moderne, qui a posé dès les années 1980, la question de l'autorité autoriale en ethnographie à travers l'examen des textes produits. Cette lecture plus textuelle que sociologique a souligné la variété des types de voix et finalement de producteurs des informations et des interprétations en anthropologie.

L'un des premiers à avoir abordé cette question en détail est l'anthropologue américain, James Clifford, notamment dans son fameux article intitulé « De l'autorité en ethnographie », publié pour la première fois en 1982¹¹. Reprenant la perspective dialogique inaugurée par J. Casagrande qui remet à leur juste place les informateurs privilégiés des chercheurs (1960) comme co-producteurs sinon producteurs à part entière des données et des interprétations, J. Clifford va plus loin en s'interrogeant sur le sens des discours indirects qui laissent entendre qu'il existe en fait trois et non deux auteurs, l'assistant, traducteur ou interprète s'introduisant subrepticement entre les deux figures héroïques précédentes. Clifford parle alors de polyphonies qui doivent être reconnues en tant que telles. Il analyse longuement sur ces points l'ouvrage, *The Forest of Symbols* (1967), de Victor Turner qui offre un long portrait de son meilleur informateur, Muchona. « Mais », ajoute V. Turner, « il y a un tiers

¹⁰ Voir les publications et colloques tenus par l'APAD depuis 1991 et notamment son *Bulletin*. Lire également J.-P. Olivier de Sardan (1995), G. Rist (2007), J.-F. Baré (1995, 2006), Ph. Lavigne Delville (2000) et les publications du GRET.

¹¹ Voir également notre présentation et analyse de cet article dans *L'Enquête ethnologique de terrain* (2008 : 95-97). Cet article a été repris dans Clifford (1996).

dans leur dialogue, c'est W.K., ndembu et enseignant à l'école de la mission locale. C'est Windson qui a permis la rencontre entre Muchona et Turner, et il partage leur passion pour l'interprétation de la religion traditionnelle...Les trois intellectuels formèrent bientôt 'une sorte de séminaire quotidien sur la religion' (...). De façon significative, Turner ne fait pas de cette collaboration le centre de son essai. Il se concentre plutôt sur Muchona, et transforme donc le triologue (sic) en dialogue, en réduisant une situation complexe au « portrait » d'un informateur (...). W. K. est en général désigné comme un assistant et un traducteur, et non pas comme source d'interprétations (...) (Du coup) toutes les voix du terrain se sont fondues dans la prose descriptive d' « informateurs » plus ou moins interchangeables' (op. cit, pp 112-113).

Mais le cas le plus significatif, évoqué par J. Clifford, est l'ouvrage produit collectivement sous le titre de *Piman Shamanism and Staying Sickness* (Bahr, 1974) « qui énumère sur la page de titre, sans distinction (mais non pas cependant dans l'ordre alphabétique) : D. Bahr, anthropologue, J. Gregorio, chamane, D. Lopez, interprète, A. Alvarez, directeur de collection. Sur ces quatre personnes trois sont des indiens papago »¹². Clifford analyse ensuite longuement le rôle de chacun des « auteurs » et signale que cet ouvrage remplit de fait plusieurs fonctions selon les publics auxquels il est destiné : les anthropologues, les chamanes papago ou enfin les Papago eux-mêmes qui disposent là d'un témoignage culturel et littéraire de leur patrimoine¹³.

Pourtant l'approche textuelle ne résout pas toutes les questions puisque l'identité du troisième larron est souvent floue même si elle est admise et reconnue. C'est pourquoi il faut passer à une démarche plus approfondie, de nature classiquement sociologique. Je renvoie encore pour plus de détails à mon ouvrage cité précédemment qui comporte un chapitre explicitement consacré à « L'organisation des enquêtes ». La section 4, « La division du travail scientifique » énumère d'ailleurs schématiquement la demi-douzaine de types de collaborateurs éventuels des chercheurs repérables sur le terrain¹⁴. Sans la reprendre ici dans le détail, rappelons qu'une telle typologie des « recueilleurs », « transcripteurs », « traducteurs » et « interprètes » ne peut être que flexible et variable selon les types d'employeurs. Certes le chercheur parfaitement autonome et homme d'orchestre de l'ensemble de la panoplie des techniques et méthodes de recherche existe mais les distances sociales et culturelles possèdent une force d'imprégnation que les chercheurs en sciences sociales ne contrôlent pas toujours. Il convient donc de rédiger comme un tableau de bord complet et permanent des interactions langagières et sociales pour débusquer les facilités d'enquête qui pourraient s'installer entre le chercheur et ses interlocuteurs. Le second degré est l'intervention des tiers aussi bien exécutants passifs que manipulateurs actifs. Les degrés de l'obéissance, de la collaboration, de l'auto-contrôle sont multiples et la réflexion sur les procédures et processus d'enquête peut bien sûr déboucher sur une véritable sociologie de la

¹² C'est une population amérindienne du Sud-Ouest des Etats-Unis.

¹³ L'éditeur Alvarez est aussi linguiste et il a inventé une orthographe propre pour cette publication. Cette question de l'identification de l'auteur d'un ouvrage d'anthropologie est toujours d'actualité. En témoigne le choix, longuement justifié de Richard Price, de signer de son seul nom, une espèce de récit de vie collecté au long des 35 années de fréquentation de son informateur guérisseur, Tooy, un Saramaka marron de Guyana (2008).

¹⁴ Encore une fois la réflexivité des chercheurs est également une partie intégrante de l'objet de cette sociologie du travail : il n'y a pas de position en surplomb mais une œuvre collective très inégalitaire. Il conviendra de voir plus loin si le renversement idéologique préconisé par certains (comme l'ont popularisé après Mai 68 certains courants sociologiques qualifiés de manière erronée à l'époque de libertaires ou de...maoïstes (!)) est une solution ou si la hiérarchie sociale inégalitaire qui permet la production réflexive de données sur la société des autres ou sur sa propre société peut être mobilisée de manière plus 'démocratique' tant aux plans national qu'international. Car tant que perdue institutionnellement la recherche occidentale, il est vrai que les préoccupations d'une communication comme celle-ci semblent relever des fameux débats théologiques sur le sexe des anges !

vie quotidienne de l'enquête que ce soit celle de l'organisation bureaucratique quantifiée par le nombre d'heures de travail exécutées, le nombre de questionnaires et/ou d'entretiens standardisés réalisés ou au contraire celle de la prise d'initiative déléguée à une cohorte hiérarchisée d'assistants compétents et bien formés.

La question fondamentale est par conséquent la suivante: le parasitage des données par les rapports sociaux qui les produisent d'une part (le versant informateur de première main) et par les rapports sociaux qui les suscitent (faire plaisir au donneur d'ordre) de l'autre est consubstantiel à la scientificité des sciences sociales. Le retournement du sujet passe par la psychologie et la diplomatie mais seule une perspective sociologique permet de décrire la chaîne des effets sociaux qui s'intègrent aux « données » ainsi produites. Il nous paraît indispensable aujourd'hui que le double détour, voir le triple détour par l'autre (l'enquêteur ayant par exemple lui-même besoin d'un interprète pour des langues vernaculaires non connues et redoublant ainsi « l'enrobage » ou le « parasitage » naturel des données)¹⁵ fasse partie intégrante de la préoccupation du chercheur. Mais si en recherche fondamentale il peut sembler normal de « perdre » du temps à établir les effets sociaux de son enquête, il n'en va pas de même dans les recherches de développement ou même universitaires car ce détour n'est pas du tout valorisé, et semble mettre en doute l'objectivité et la véracité des résultats de l'enquête. Ces genres d'enquête dominant de plus en plus les marchés africains de la consultance une telle prise de conscience s'avère à l'évidence de plus en plus difficile à imposer aussi bien en temps de travail disponible qu'en démarche méthodologique constamment activée¹⁶.

Logiques épistémologiques et technicistes, jeux de rôles ou bien sociabilités quotidiennes ?

J. Peneff dans son très récent ouvrage, *Le goût de l'observation* (2009), décrit et explique le peu d'empressement des différentes écoles de la sociologie française à pratiquer l'observation qu'elle soit participante ou directe depuis près d'un siècle. Je reprends sa question de départ : « Pourquoi compte-t-on si peu d'observateurs en sociologie par rapport aux approches par médiateurs interposés (les enquêteurs, les passeurs d'entretiens ou de questionnaires ? » (2009 : 13)¹⁷. Et de commenter ainsi toutes ces expériences en conclusion de l'ouvrage : « La solution ne réside pas dans la multiplication des interprétations subjectives en accroissant l'intervention des tiers dans la recherche. Le questionnaire ou l'interview augmentent sans le dire, la chaîne des appréciations personnelles en ajoutant toujours de

¹⁵ Ces termes sont des images et non des concepts méthodologiques : il va de soi qu'on ne peut défaire ces interférences comme les pelures d'un oignon. Encore une fois nous nous situons dans une perspective qualifiée d'ultra-relativiste par les chercheurs en histoire ou en sociologie des sciences qui veut que les rapports sociaux sont réversibles, présents dans les données 'construites' à la fois sous la forme de sujets et sous la forme d'objets.

¹⁶ De plus elle serait considérée comme une perte de temps et bien évidemment d'argent !

¹⁷ Distinguant l'ethnologie de la sociologie il note un peu plus loin : « En 1890, Max Weber, au sujet d'une grande question sociale, ne prit pas de contacts avec les ouvriers agricoles mais envoya un questionnaire aux propriétaires prussiens. Les autres enquêteurs, H. Mayhew, C. Booth en Grande-Bretagne, les époux Webb et Le Play en France recrutèrent des intermédiaires et déléguèrent la tâche à des subalternes, les « visiteurs » ou les collecteurs de budgets, d'histoires familiales » (2009 : 39). Cette procédure me fait penser aux réflexes de certains étudiants étrangers et notamment africains qui envoient leurs questionnaires par la poste depuis la France, comptant sur des parents ou bien des amis pour faire rentrer l'information comme s'il s'agissait d'aller au marché acheter un fruit ou un légume. Se réfèrent plus loin à des études critiques des enquêtes lourdes d'opinion ou par questionnaire J. Peneff rappelle que ces conditions de travail et de rémunération « encouragent au freinage et à la routinisation impropre à une activité dite scientifique » (Op. cit : 179). Voir le passage consacré aux étudiants pages 180-181.

nouvelles mains : trois personnes au moins « travaillent » les discours dans une interaction dans chaque cas singulier, le questionneur, le codeur, l'analyste de tableaux » (2009 : 236).

Si j'ai pris soin de citer longuement ce sociologue c'est justement parce qu'il est sociologue pour qu'on ne me fasse pas le mauvais procès de l'anthropologue remonté contre les sociologues. Les sciences dites exactes, de la vie ou de la matière, connaissent une division du travail complexe et multiple. Mais il serait erroné de croire que les sciences sociales peuvent produire des connaissances de la même façon, même s'il faut s'efforcer de les objectiver. Pour deux raisons à la fois identiques et complémentaires : les rapports sociaux, contrairement à ce qu'en dit E. Durkheim, ne sont pas des choses, mais des interactions, des événements, des situations, des énonciations. L'originalité de ces disciplines c'est justement que leur outil de travail premier et principal est constitué de la même matière que leur objet et qu'il faut donc traiter le sujet connaissant (en fait l'ensemble social, institutionnel, etc qui le compose) comme un objet redoublé et ce de manière immédiate et non postérieure à l'enquête. La construction de l'objet est en fait une triple sociologie elle est simultanément la sociologie de 'l'objet' social repéré ou choisi, de celles et de ceux qui interagissent avec lui *et de celles et de ceux qui interagissent entre eux pour conduire non seulement la première mais aussi la seconde opération.*

Il y a plusieurs manières de concevoir ce processus. Tout d'abord comme l'application d'une logique rationaliste immanente, en un mot scientiste, d'extériorité totale, qui définit un processus de dévoilement de la vérité et de l'objectivité présente dans les choses ou, forme plus fréquente, dans la théorie qui les identifierait a priori. A la limite ce pourrait être une position sociale, identique à l'image d'Epinal que l'on a de l'ethnologue, lointain, étranger et distant, qui comprend l'Autre par la nature propre de ses qualités plus intellectuelles et culturelles que sociales. Ensuite il y aurait une version plus institutionnelle qui définirait l'ensemble des positions possibles du champ scientifique et qui du coup transformerait la recherche en un jeu de rôles à la dynamique univoque (disons en jargon managérial de style top-down). La division du travail y identifie des activités routinières et subalternes, pouvant être détachées, après des procédures formelles de vérification et de contrôle, de la partie interprétative ou analytique de la recherche. Enfin il existe un modèle plus populiste qui inverse en partie la relation institutionnelle précédente et donne l'avantage à la partie subalterne, aux producteurs bruts des faits et des informations ou plus sournoisement à ceux qui s'en proclament les représentants, les intermédiaires ou encore les collaborateurs vis-à-vis des chercheurs extérieurs (pas forcément étrangers) à qui on veut imposer un autre sens des réalités sociales sinon un soi-disant autre genre de recherche.

Il est certain que l'avenir des sciences sociales réside dans une pratique beaucoup plus collective et multi-réflexive mais les diverses pratiques de délégation des opérations *les plus socialisées de la recherche* est probablement l'un des obstacles les plus puissants à la fois à la transparence des procédures de « construction des objets » et à l'équité nécessaire au fonctionnement de ces relations procédurales. En effet il ne faut pas tomber dans l'excès inverse du populisme démagogique qui considère les savoirs « populaires » ou « authentiques » des dominés ou des exclus comme véridiques par nature et que l'extraction ou la valorisation des expressions sociales et culturelles est à la portée de n'importe qui ou au contraire que le statut institutionnel d'enquêteur d'une organisation internationale, d'une association, d'une ONG ou encore d'une recherche étudiante (master ou doctorat) induit par définition un rapport d'autorité objectivante et scientifique.

Raison(s) sociologique(s) et raisons sociétales : conflits méthodologiques, sociétaux ou politiques ?

La division du travail scientifique admise en sciences sociales aujourd'hui fait l'impasse sur la généralisation de cette sociologie de la connaissance à l'ensemble de la communauté productrice des données et des analyses. Cette impasse est d'autant plus visible que les bailleurs de fonds ou donneurs d'ordre des recherches, qui sont en amont du ou des chercheurs, ne vérifient ni ne contrôlent de leur côté les produits finis. Nous disposons aujourd'hui de deux modes d'évaluation, celui qui passe par les pairs et celui qui répond à des impératifs bureaucratiques de conformité formelle ou idéologique (et bien sûr budgétaire). Or l'évaluation par les pairs est elle-même soumise à des impératifs bureaucratiques d'une part et aux jeux clientélistes des chapelles scientifiques ou des mandarins de l'autre. Quelque soit le mode d'évaluation, et par conséquent d'utilisation ou de valorisation des résultats, la transparence méthodologique n'est pas au rendez-vous. Au contraire les consignes rhétoriques prennent le pas sur la mise en valeur des incertitudes et des lacunes et chacun des trois protagonistes des enquêtes sociales possède les siennes¹⁸. Du coup ce sont les sociabilités quotidiennes qui prennent le dessus et imposent les raisons sociétales à la raison sociologique. Nous examinerons d'abord les conflits autour des produits et expériences des enquêtes avant de nous pencher sur les dynamiques plus globales, historiques, sociétales et surtout politiques de ces dernières.

Le processus de l'enquête comme enjeu social

En inversant les priorités méthodologiques habituelles ou académiques des étapes des enquêtes de terrain, tous genres confondus (problématique, hypothèses mise au point des outils soi-disant techniques de collecte), la création et l'enregistrement des données, le fondement incontournable de toute recherche empirique digne de ce nom, deviennent le champ premier de la construction des données. Le choix des interlocuteurs, la présentation de soi, les conditions de compréhension et de traduction linguistique et langagière, la culture sociale inhérente aux énonciations, les mécanismes de prise de notes et d'enregistrement (appareils, prise de sons, d'images) délimitent un espace physique, temporel et spatial qui modèle subrepticement ou violemment les mécanismes sensibles, intellectuels, logiques qui permettent la reproduction des conditions de production de l'enquête. Bien que discutables en tant que concepts méthodologiques neutres les termes de stratégie ou de tactique (d'enquête) répondent à ce besoin d'organisation, de planification, d'auto-vérification et de contrôle de la vie sociale des enquêteurs pendant l'exercice de l'enquête et, dans le cas de l'observation participante, de la vie sociale tout court. L'adéquation des concepts aux données est un moment bien plus tardif même si la réflexivité continuelle requise en cas d'enquête dépend évidemment du type de produit demandé et des conditions d'obtention de celui-ci : questionnaire, entretien directif, observation active ou passive, données formalisables ou non, comptage, etc.

¹⁸ Pour schématiser l'informateur, l'enquêteur/interprète et enfin le chercheur.

Il est évident que la transformation de l'enquête elle-même en terrain d'enquête, c'est-à-dire d'observation et d'analyse, pourrait à première vue sembler mettre en danger l'enquête initiale et détourner ou retarder l'exécution des consignes méthodologiques courantes de recueil des données telles qu'elles sont édictées par l'employeur ou tout simplement par n'importe lequel manuel de méthodes en sciences sociales (notamment doctoral). De plus la problématique de l'invisibilité sociale de certains types d'acteurs sociaux soulève les questions du statut social, des compétences professionnelles, des rapports entre l'oral et l'écrit et surtout des finalités des données et des analyses éventuellement transmises (formes de l'utilité sociale, degré et modalités de restitution des informations, modalités de discussion de ces dernières avec les interlocuteurs réels ou officiels, caractère confidentiel ou marchand des résultats, etc). Il est certain que le niveau de formation des enquêteurs de base, le degré de l'intimité et de la confiance de leur collaboration avec le responsable de l'enquête, le degré d'implication du chercheur dans la vérification des procédures (corrections, sanctions, surexploitation ou au contraire laxisme démagogique, délégation systématique sans contrôle) sont autant de « genres de vie » de l'enquête qui devient un petit monde en soi composé informellement d'habitudes de vie, d'une division du travail et d'une répartition des tâches qui finissent par constituer une véritable culture d'enquête¹⁹.

L'arrivée d'une armada de véhicules 4X4 avec le logo de l'institution ou de l'organisation peint sur les portières conduits par des chauffeurs qui n'enquêtent pas procurent au chercheur ou aux enquêteurs un surplus symbolique inversement proportionnel à la qualité des résultats²⁰. Mais l'arrivée à pied ou en transport en commun, sans aucune distinction particulière, peut rabaisser la perception de la démarche d'enquête qui ne possède plus du coup de repères administratifs ou internationaux connus. Le degré de rémunération des informateurs joue également un rôle et l'enquêteur qui distribue des « pourparlers » à la place de pourboires place automatiquement les relations sociales sur un plan marchand. La multiplication des interventions d'associations et d'ONG finit par officialiser les notions de réciprocité, de don et de contre-don, de sociabilité quotidienne dans les pratiques d'échange d'information, d'expression des besoins et des revendications : l'expérience souvent considérable des interlocuteurs des chercheurs ou des enquêteurs en la matière peut alors troubler le « jeu » scientifique de manière significative. D'autant que la sociologie historique de ces expériences n'est pas maîtrisée et qu'on peut se trouver sans le savoir sur un terrain miné par des expériences antérieures d'enquête ou de collecte désastreuses et contreproductives. Bref le monde de l'enquête peut être aussi bien un donné préalable du terrain que l'on va aborder qu'une espèce de monde parallèle que l'équipe d'enquête transporte avec elle d'un lieu à un autre comme une espèce de parapluie ou d'ombrelle invisible qui couvre le monde alentour sous son ombre protectrice douée d'une mobilité permanente et insaisissable. A moins de préférer l'image de la burqa qui camoufle de la manière la plus visible et ostentatoire qui soit. Je vais arrêter ici cette évocation de la double sinon triple vie sociale des enquêtés et des enquêteurs puisqu'elle suggère très fortement, malgré son caractère sommaire et partiel, l'importance et la prégnance des déterminations collatérales de ces situations sociales.

Il faut maintenant se tourner plus précisément vers chacun des trois protagonistes formellement distingués précédemment pour essayer d'identifier les modalités d'adaptation, de résistance ou éventuellement d'opposition et de refus (de l'enquête) de chacun d'entre eux. En fait de trois les acteurs du champ de la recherche sont beaucoup plus nombreux parce que

¹⁹ Je pense à l'anecdote, que je cite dans *L'enquête ethnologique de terrain* (2008 : 78), rapportée par M. Agar en Inde et reprise par R. Sanjek (1990 : 271) de l'enquêteur qui se précipite le soir dans la chambre de l'anthropologue et s'écrie : « Où est ton carnet de notes ? On a une cérémonie importante ce soir ici. Qu'est-ce qui se passe, tu ne travailles pas ce soir ? ».

²⁰ Voir la description d'une tournée d'évaluation d'un projet international par Cl. Ardit (2005).

chaque acteur peut d'abord se démultiplier en autant de figures plus particulières : pensons par exemple aux enquêtes familiales élémentaires où rapports de parenté, d'âge, de genre dessinent déjà toutes sortes de dynamiques et d'interactions, des plus favorables aux plus défavorables à l'esprit de recherche « au-dessus » des intérêts individuels ou collectifs. La sociologie de la recherche en acte oublie souvent le rôle des acteurs en amont qui sont parfois bien présents bien que tout à fait invisibles sur le terrain, que ce soit celui d'un chef de département institutionnel, un directeur de thèse ou encore un responsable administratif national ou local. Les conceptions romantiques de l'anthropologie ou de l'ethnologie ont suscité une importante littérature de souvenirs, de mémoires, de confessions à la Jean-Jacques Rousseau et plus récemment les postures réflexives voir purement textuelles, postmodernes, ont relancé la tendance à la réflexivité égocentrée. Cette littérature considérable est bien connue et nous ne l'évoquons ici que pour mémoire. Il en est en partie de même pour la masse des informateurs qui peu ou prou s'insèrent dans la rédaction d'un rapport ou d'une étude de cas. Certes c'est ici que les positions populistes s'en donnent à cœur joie, dénonçant l'impérialisme des savants, le plus souvent étrangers, et valorisant au contraire, l'authenticité des positions subalternes (pourtant construites et définies comme tels par les précédents et non pas par les subalternes eux-mêmes). Mais là encore il existe tout un débat critique autour de la portée véritablement révolutionnaire des études subalternes et nous nous contentons d'y renvoyer d'autant que se pose la question de leur acclimatation africaine²¹.

Au contraire nous voudrions nous appesantir sur le fameux tiers exclus, l'intermédiaire obligé, l'enquêteur silencieux par nature puisque ce n'est pas lui qui parle ou qu'on cherche à faire parler et que ce n'est non pas plus lui qui pense, écrit et définit les protocoles de la recherche. Bien sûr il faut se garder de schématiser bien que la fonction soit assez clairement définie, reconnue et remerciée dans les rapports, articles et ouvrages des chercheurs ou des experts. L'enquêteur joue, comme on dit, les utilités (les petits rôles d'une pièce) mais il écrit très rarement le script même s'il en est le dialoguiste attitré. On pourrait s'arrêter là et se contenter d'enrichir le répertoire des petites histoires d'enquête, des erreurs et des quiproquos, des incompréhensions ou des emprunts d'information. Pourtant le problème de fond a été traité de la manière la plus magistrale par l'historienne de l'anthropologie, Lyn Schumaker, dans son ouvrage au titre déjà emblématique, *Africanizing Anthropology* (2001) que nous allons le présenter succinctement²².

Cet ouvrage est une histoire sociale et culturelle du Rhodes-Livingstone Institute (Lusaka) de la Rhodésie du Nord (aujourd'hui Zambie) de 1938 à 1964, le laboratoire d'invention bien connu de l'anthropologie sociale moderne sous la direction d'abord de G. Wilson mais surtout de M. Gluckman²³, puis de J. Clyde Mitchell, A.L. Epstein, J. Barnes, E. Colson et bien d'autres. L. Schumaker cumule plusieurs démarches problématiques : celle de la culture de travail inspirée des travaux de l'historien E.P. Thompson mais aussi des sociologues de la science comme B. Latour, celle du courtier culturel (*cultural broker*) qu'elle confronte par ailleurs à celui d'anthropologue indigène ou même d'intellectuel (au sens que lui donne l'anthropologue S. Feierman²⁴). Ensuite elle aborde deux processus celui d'anthropologisation et celui d'africanisation, ce dernier prenant, selon elle, préséance sur le précédent. Le premier désigne la dynamique de familiarisation des africains avec les procédures et les analyses anthropologiques et leur appropriation à des fins plus larges de compréhension de leurs

²¹ Voir les articles cités à la note 4 ainsi que M.C. Smouts (2007), M. Diouf (1999), J. Assayag (2007).

²² B. de l'Estoile s'est également penché sur ce problème (1997, 2005).

²³ Voir l'article fondateur de M. Gluckman (1940 et 1942 republié en ouvrage en 1958) qui a inspiré ultérieurement G. Balandier (1951) pour sa notion de situation coloniale. Lire également les commentaires de H. MacMillan (1995), de J. Copans (2001) et l'introduction de la première partie de cet article, paru en français, par B. de l'Estoile (2008).

²⁴ Voir son ouvrage de 1990. Elle cite également les travaux de J. and J. Comaroff ainsi que ceux de D. Cohen et E.S. Atieno-Odhiambo.

propres rapports sociaux, raciaux et coloniaux et même de réflexion politique. Le second processus signale les effets de la culture professionnelle des assistants de recherche sur les anthropologues eux-mêmes. Cette africanisation, largement décrite dans l'ouvrage, désigne ainsi la position socio-culturelle, professionnelle et politique des assistants de recherche qui ont influencé, sans vraiment le vouloir, et sans que leurs employeurs s'en aperçoivent véritablement, la perception que ces derniers avaient du champ social global de la situation coloniale dans les deux Rhodésies et en Afrique du Sud. Activant les prémisses de la mobilisation anti-coloniale dans les années 1940-50, ces assistants de recherche ont facilité la production de données confortant l'expression de ces points de vue, sélectionnant plus qu'il n'y paraissait, les énonciations de cette prise de conscience et de ses manifestations syndicales et culturelles²⁵. Il faudrait résumer tout cet ouvrage, dont je ne connais aucun équivalent français ou francophone, qui analyse en profondeur et avec un grand détail empirique la situation anthropologique des premiers observateurs de la situation coloniale des années 1930-1950. Cette recherche est fondée sur un terrain mené auprès des informateurs des chercheurs britanniques (interviews et archives personnelles), sur les lieux mêmes de leurs enquêtes et auprès des assistants de recherche eux-mêmes. Ce portrait du RLI donne toute sa place au rôle et à la personnalité individuelle et collective des assistants de recherche, enquêteurs, secrétaires et documentalistes de l'Institut²⁶. Un chapitre tout entier (chapitre 7) est d'ailleurs consacré à cette sociologie historique de la cinquantaine d'assistants qui furent engagés entre 1938 et 1964.

C'est dans une telle perspective qu'on peut poser, pour conclure, une question qui irait au-delà de l'africanisation des chercheurs européens et qui soulèverait celle de l'africanisation des enquêteurs et assistants de recherche eux-mêmes au point qu'ils soient capables d'avancer, consciemment ou non, un paradigme alternatif aux enquêtes qu'ils ont pu conduire en tant que « subaltern students ». Cette révolution des producteurs de savoir a certainement pu prendre de par l'histoire des études de développement la forme de grèves et de revendications matérielles ou d'organisation du travail. Mais jusqu'à nouvel ordre les contestations des enquêtes ne viennent pas des producteurs de données mais des producteurs d'idées ce qui semblerait confirmer le poids de la coupure quasi radicale entre les donneurs d'ordre et de méthodes et les opérateurs et autres techniciens de surface (d'enquête empirique). L'oubli des rapports d'enquête ou encore des travaux universitaires de second cycle mais aussi de troisième cycle, *dans le monde entier*, confirme que, même au plan académique, les formes les plus élémentaires et provisoires de la production des données restent à l'extérieur des registres de la reconnaissance scientifique. La perte irrémédiable de toutes ces données et analyses grossières confirme en effet que l'esprit d'archive et de conservation des témoignages des enquêtes passées, quelque soient leur qualité ou pertinence, est toujours socialement clivé et que les formations diplômantes restent extérieures aux processus et aux dynamiques de l'amélioration des connaissances. Il ne faut pas lire cette coupure comme une preuve de la lutte des classes (radicalisme soixante-huitard) ou des races (afrocentrisme nationaliste et raciste) mais comme une incapacité congénitale des sciences sociales, semble-t-il, à dépasser les lieux incestueux de leur naissance où les pouvoirs se déguisent en savoirs pour la plus grande gloire des seuls savants.

²⁵ Les ouvrages les plus marquants qui en sont le produit direct sont *The Kalela Dance* de J. Clyde Mitchell (1956) et *Politics in an African Urban Community* de A.L. Epstein (1958).

²⁶ L. Schumaker signale que ce thème, celui de cette communication, est encore dans l'enfance. Elle cite seulement deux ou trois références notamment R. Sanjek (1993), par ailleurs éditeur du fameux volume collectif sur les notes de terrain (1990) et B. Jules-Rosette à propos de l'informateur de V. Turner, évoqué plus haut, Muchona (1994).

Les dimensions anthropologiques de l'encastrement sociétal des pratiques d'enquête de terrain

Les particularités de la recherche en sciences sociales font que c'est quasiment le monde entier qui s'engouffre dans ce champ d'interactions car on ne peut en nier les portées anthropologiques, au double sens philosophique et sociologique. Même si les conditionnements directs, société du chercheur, sociétés des « objets », sont familiers du chercheur en sciences sociales, il n'en reste pas moins que l'histoire personnelle, tant familiale que scolaire et universitaire, les compétences professionnelles (degré de maîtrise du métier, culture générale, qualités d'expression et de diffusion des résultats, expériences pédagogiques de formateur, etc), et pour finir l'ethos et les sociabilités quotidiennes, les cultures nationales et de position sociale influencent à des degrés divers la fabrique même des diverses sociétés d'appartenance, d'origine ou au contraire temporaires et provisoires des lieux d'enquête.

Le sens de la supériorité sociale ou de l'autorité académique, les idéologies machistes et sexistes, l'imprégnation plus ou moins ancienne et profonde d'un sentiment religieux ou d'une idéologie politique, constituent autant d'habitus qui dynamisent le comportement quotidien du vécu sociologique et anthropologique du chercheur et de ses enquêteurs. Pour ne citer qu'un seul exemple je me suis toujours interrogé sur la schizophrénie latente voir inconsciente des fidèles, plus ou moins croyants, plus ou moins pratiquants, d'une quelconque religion qui s'efforcent de trouver l'explication du social dans le social et le culturel (pour faire vite) alors que par ailleurs selon eux l'ordre général du monde relève de principes aux antipodes de toute rationalité analytique. Pour qui, comme moi, connaît de nombreux et excellents collègues à la fois spécialistes de l'islam et notoirement musulmans ou chrétiens il y a là une « fracture » qui ne peut pas ne pas se manifester sous une forme ou une autre au sein des dynamiques d'enquête²⁷.

En effet la scientificité des sciences sociales provient bien sûr de la rigueur d'application des méthodes et de référence aux concepts mais elle est essentiellement produite *ex post*, au moment des dépouillements et des écritures, au moment justement où le chercheur s'efforce de s'abstraire au maximum des rapports sociaux qui l'enveloppent et de l'intérieur et de l'extérieur. Malheureusement il n'est nullement exigé des « subaltern students » et autres assistants de recherche, qui sont bien ceux qui ont produit la première transformation objectivée des matériaux des sciences sociales, de se distancier ainsi. La conformité aux rôles de collecteur, transcripteur et autres traducteur n'impose nullement un tel retour sur soi. De même le retour sur les données et les informations n'impose aucun détour par la discussion, collective voir réciproque, des hypothèses et des problématiques. L'exécution des tâches, la conception de la recherche ramenée à un simple problème technique d'organisation logistique et de réalisation de quotas, ou encore aux réflexes socio-politiques d'obéissance, de respect de l'inégalité et de la hiérarchie « naturelle » du lien social de la recherche constituent des préoccupations rarement examinées en tant que telles par les chercheurs et experts concernés. Du coup c'est la définition même de la production des connaissances, de la formalisation, de l'utilisation et de la transmission des savoirs qui se trouve parasitée par ces habitudes invisibles.

²⁷ Pour un grand nombre d'ethnologues le pasteur M. Leenhardt est sans conteste l'un des pionniers de l'ethnologie française. Pourtant selon moi sa caractérisation socio-professionnelle première soulève une interrogation radicale : à quel type de parole ont obéi ses informateurs dans leur collaboration informationnelle ? A une consigne divine ou à une consigne ethnologique ? Cette question ne remet nullement en cause son engagement en faveur de la défense des populations indigènes et de la valorisation de leurs cultures à une époque encore très peu conscientisée par ces questions.

Nous n'avons guère la place pour détailler cette espèce d'anthropologie globalisante de la connaissance toutefois il faut garder présent à l'esprit que celle-ci doit se transformer en une anthropologie pratique dans la mesure où la majeure partie des enquêtes de terrain conduites aujourd'hui relèvent de demandes sociales, internationales ou encore universitaires. Un tel point de vue ne cherche pas à protéger ou à distinguer les fonctions a priori plus scientifiques des recherches dites fondamentales. Bien au contraire. Mais il me semble que l'exceptionnalité de ces dernières les soumet obligatoirement à des conditions d'employabilité et à des coutumes « professionnelles » de leurs éventuels assistants qu'elles ne peuvent contrôler ou contourner. Une telle situation justifie donc amplement notre proposition d'un détour critique et sociologique préalable et parallèle aux recherches, portant sur les conditions premières des enquêtes, et surtout sur celles de la réception des chercheurs et autres « questionneurs » sur le terrain. Cet enchâssement ou encastrement (pour parler à la Polanyi !) est constitué d'une bonne demi-douzaine de niveaux d'analyse que nous nous contenterons d'évoquer ci-après.

La science sociale est a priori, selon les conceptions dominantes en la matière, et que je partage sur ce point, un problème de double translation et transformation : un oral pluriel et parfois collectif devient un écrit individuel et personnalisé. La question relève non seulement de l'épistémologie et de la philosophie des sciences mais aussi de la sociologie de la connaissance et des sciences. La maîtrise et la mise en pratique de ces diverses approches d'auto-réflexion sont évidemment inégalement réparties selon les compétences professionnelles. En second lieu la science sociale a à voir avec le champ du pouvoir politique, et en ce qui concerne le domaine des recherches africanistes et du développement, ce champ est celui du post-colonialisme et de la mondialisation. Les formes d'Etat qui quadrillent ces espaces d'envergure variée sont des plus multiples et doivent être parfaitement identifiées et définies. Les notions de néocolonialisme et d'impérialisme ne suffisent plus à la compréhension historique de leur fonctionnement. Ce registre en définit un troisième car qui dit Etat dit forcément société globale et c'est ici que les sociologies et les anthropologies sont les plus en difficulté car non seulement ces sociétés globales sont d'une dimension et d'une complexité redoutable mais de plus, en se contentant provisoirement d'un comparatisme intra-africain (ce qui est des plus discutables évidemment), on constate qu'elles évoluent très rapidement. Ce registre sociétal renvoie également aux formes idéologiques de l'historicité des divers groupes hétérogènes qui ont fait l'histoire culturelle, intellectuelle et aussi académique des états africains coloniaux puis indépendants depuis près d'un siècle : anti-colonialismes, panafricanismes, nationalismes, ethnicismes et consciences catégorielles ou de classe dessinent un champ flexible, hyper-particularisé, aux states temporelles et rhétoriques presque inépuisable. Trop souvent, hélas, les analystes se contentent d'aborder ce quatrième niveau de manière autonome pour construire l'esprit de la modernité africaine.

D'autant que les acquis des recherches ne restent pertinents qu'un quart de siècle au plus, ce qui impose aux chercheurs une double adaptabilité, tant au niveau des contextes des recherches que des objets des recherches. Une adaptabilité conjoncturelle à au moins deux situations sociétales globales et une adaptabilité structurelle aux deux positions de chercheur *de terrain* d'une part et de chercheur *du terrain* de l'autre²⁸. Mais si l'on prend notre

²⁸ Je donne souvent ma propre recherche doctorale sur la confrérie des Mourides du Sénégal en exemple : ma recherche couvre les années 1966-1972, c'est-à-dire le modèle néo-colonial à son zénith. La thèse de 1973 est publiée en 1980 sous le titre de *Les marabouts de l'arachide*, avec une postface rédigée en 1979 qui prend note des mutations des dix années précédentes (1980). Je conclus un débat autour de cet ouvrage, en 1981, en affirmant que les marabouts de l'arachide n'existent pas car un nouveau modèle est déjà en train de s'affirmer sur les décombres du précédent (qui lui-même avait déjà singulièrement bousculé le modèle colonial proprement dit). En 2000 je propose, en phase avec les autres observateurs du Sénégal et de la confrérie, une actualisation conséquente du modèle mouride. On trouvera dans une contribution de 2005 une espèce de récapitulatif de l'ensemble de ces mutations historiques et analytiques (Copans, 2005).

cinquième niveau, la spécificité des sociétés africaines, au sérieux il faut que le chercheur se penche aussi sur le fonctionnement de sa propre société, de sa position institutionnelle et professionnelle ce qui définit un sixième registre d'approche. Pensons par exemple aux effets certainement distincts, au niveau de la direction d'assistants de recherche plus ou moins subalternes, entre un enseignant-chercheur, habitué à la direction des travaux d'étudiants (et également aux manipulations de ces derniers en vue de réussir leurs examens), et un chercheur, plus habitué à des rapports d'autorité purement professionnel, au niveau d'activités techniques relevant de son laboratoire. Le mode d'être sociétal du chercheur est loin d'être uniforme et là encore il convient d'en conduire une anthropologie des pratiques, des cultures et des symboles.

Conclusions (?) : tous pour un ou tous (ou un pour tous ? voir fin de la conclusion) pour tous ?

Je me plais à imaginer une grève des « subaltern students » à l'image des mendiants de Aminata Sow Fall dans *La grève des battu* (1979). Refusant de recevoir l'aumône à cause de leur « déguerpissement » en lointaine périphérie de Dakar, les mendiants perturbent l'ensemble de l'équilibre sociétal, idéologique et politique du pays car c'est l'honneur même des donateurs qui se trouve ainsi visé et touché. Que se passerait-il en effet si tout à coup, face à une désobéissance généralisée des enquêteurs, les chercheurs et experts devaient conduire à eux-seuls toutes les opérations d'enquête et maîtriser toutes les compétences louées ou achetées sur le marché du travail? Et de même que se passerait-il s'il n'y avait plus tout d'un coup un seul étudiant mobilisé en vue de la rédaction d'un mémoire de master ou d'une thèse de doctorat, documents si utiles à la promotion des recherches des chercheurs malgré le caractère resté confidentiel de ces productions une fois soutenues²⁹ ?

Je ne vais pas ouvrir en conclusion le chantier des savoirs endogènes, autochtones, authentiques, populaires, etc. Je ne suis pas idéaliste non plus au point de croire que tout travail universitaire est producteur de savoir. Mais il est évident que la science sociale, fondamentale comme appliquée, et cette dernière surtout, ne peut se reproduire que grâce aux effets d'une division subtile et complexe du travail. La situation coloniale ou post-coloniale n'en est en rien la détermination première puisque c'est d'abord au centre, en Occident, que sont nées ces disciplines et qu'elles ont fonctionné ainsi dès les premières enquêtes sociales collectives au 19^e siècle puis des survey au début du 20^e. L'histoire des mouvements ouvriers et d'émancipation rappellent aussi que les connaissances, y compris celles produites pour et par « le bas », ne sont objectivées que pour autant qu'elles contribuent aux mobilisations et aux positions militantes. L'autoproduction des connaissances, que ce soit par les dominants ou les dominés (pour faire dans un schématisme tout à fait excessif), par les penseurs des

²⁹ Je suis atterré par le sort fait aux travaux étudiants d'Occident, comme d'Afrique, une fois soutenus et déposés. Il est souvent difficile d'en découvrir l'existence et encore plus d'y avoir accès. En m'en tenant au cas de la Faculté des Sciences humaines et sociales de Paris Descartes depuis 2000 je sais qu'une grande majorité des excellents mémoires que j'ai pu dirigés ont disparu de fait à moins que les étudiants concernés aient bien pris soin de les déposer à la bibliothèque. Et encore seuls les mémoires avec la mention T.B. étaient éventuellement archivés mais tout le monde sait qu'un mémoire plus moyen peut contenir des informations inédites de première main. Quant aux archives des enquêtes commanditées, ne serait-ce qu'en matière de développement, elles ne sont pas conservées : ainsi les archives des grandes sociétés d'études françaises de la coopération des années 1950-1980 ont été tout simplement dispersées et jetées aux ordures ! Evoquons enfin les chercheurs américains qui déposent leurs archives personnelles dans les bibliothèques des universités (comment J.-M. Chapoulie aurait-il pu conduire sa recherche sur l'histoire de l'Ecole de Chicago sans cette opportunité ?) alors que les français n'ont rien encore mis sur pied pour inciter à cette histoire des terrains. C'est pourquoi le titre de cette communication est plutôt à prendre comme l'utopie d'un programme de travail éventuel.

élites ou des marginaux sociaux et culturels, et enfin par les assistants de recherche, les étudiants et autres subordonnés aux demandes de l'employabilité scientifique et des pratiques standards d'enquête, est impossible. Par ailleurs les productions officiellement reconnues comme académiques sont également biaisées sociologiquement et anthropologiquement. L'objectivisme des savoirs est tout à fait relatif mais l'avantage comparatif des procédures de recherche provient de leur capacité à pouvoir néanmoins mesurer ce relativisme et cet objectivisme jusqu'à un certain point.

Un dernier obstacle toutefois, formidable, s'oppose à une transparence plus poussée des démarches d'enquête : le mode encore largement individualiste de production des sciences sociales, individualisme pourtant fondé encore bien souvent sur une armée, peu visible, en tout cas bien silencieuse, d'exécutants ou de collaborateurs. Certes le modèle hiérarchisé et mandarin des sciences de la vie et de la matière est une caricature de la version élémentaire des pratiques en sciences sociales car c'est d'abord le positionnement statutaire qui détermine l'autorité scientifique. De même qu'il paraît difficile de « démocratiser » un procès industriel ou technique malgré toutes les bonnes paroles autogestionnaires ou humanistes, il paraît utopique, voir ridicule, de vouloir « démocratiser » les modes de fonctionnement et de production des enquêtes empiriques. Et les résistances constatées correspondent plus à des problèmes de conditions de travail que de pertinence ou d'utilisation des résultats. La critique des enquêtes des organisations internationales du développement ou à l'inverse de l'ethnologisme idéaliste de jadis est rarement venue des « subaltern students ». Et pourtant ces derniers ne sont-ils pas responsables quelque part des images d'Épinal tragiques accolées par la suite aux populations auxquelles ils ont facilité l'accès et la prise de contact ?

A chacun de juger de la pertinence de cette ultime question. Une chose est sûre en tout cas, si la première partie de la devise est exacte, « Tous pour un », la seconde partie « Un pour Tous » laisse beaucoup à désirer. A moins de croire que les sciences sociales sont exactes jusqu'à la fin des temps et pour tous les siècles des siècles!

Bibliographie

Amselle J.-L. 2008 *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock

Arditi Cl. 2005 « Niger : chronique d'une évaluation censurée ou comment une agence des Nations unies fabrique un bilan positif de son action contre l'insécurité alimentaire, la marginalisation des femmes et la pauvreté », *Revue Tiers Monde*, 184, pp. 861-881

Assayag J. 2007 « Les études postcoloniales sont-elles bonnes à penser ? » in M. Cl. Smouts, *op. cit.*, pp. 229-260.

Bahr D. N., Gregorio J., Lopez D. I., Alvarez A. 1974 *Piman Shamanism and Staying Sickness*, Tucson

Balandier G. 1951 « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI, 1951, pp. 44-79 [version éditée par J. Copans in *Cahiers internationaux de sociologie*, CX, 2001, pp. 9-29]

Baré J.-F. (sous la dir) 1995 *Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France*, Paris, Karthala

Baré J.-F. (sous la dir) 2006 *paroles d'experts. Etudes sur la pensée institutionnelle du développement*, Paris, Karthala.

Beattie J. 1965 *Understanding an African Kingdom : Bunyoro*, New-York, Holt, Rinehart and Winston

Casagrande J. 1960 *In the Company of Man: Twenty Portraits of Anthropological Informants*, New York, Harper Torchbooks

Clifford J. 1996 *Malaise dans la culture. L'ethnographie, la littérature et l'art au XXe siècle*, Paris, Ecole Nationale supérieure des Beaux-Arts

Clyde Mitchell J. 1958 *The Kalela Dance*, Rhodes-Livingstone Papers 27

Copans J. 1974 *Critiques et politiques de l'anthropologie*, Paris, F. Maspero

Copans J. 1980 *Les marabouts de l'arachide. La confrérie mouride et les paysans du Sénégal*, Paris, Le Sycamore

Copans J. 1993 « Intellectuels visibles, intellectuels invisibles », *Politique africaine*, 51, pp. 7-25

Copans J. 2001 « La 'situation coloniale' de G. Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX, pp. 31-52

Copans J. 2005 « Conjonctures historiques, mutations hiérarchiques et stabilisations sociales : la confrérie mouride du Sénégal entre multifonctionnalité, flexibilité et silences anthropologiques » in O. Leservoiser (sous la dir) *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*, Paris, Karthala, pp. 231-257

Copans J. 2007a « La production scripturale de la démocratie ou le sens commun entre journalisme, littérature, philosophie et sciences sociales » in M.-B. Basto (sous la dir), *Enjeux littéraires et construction d'espaces démocratiques en Afrique subsaharienne*, Paris, Centre d'Etudes africaines –EHESS, pp. 89-112

Copans J. 2007b « Les frontières africaines de l'anthropologie. Un demi-siècle d'interpellations », *Journal des anthropologues*, 110-111, pp. 337-370

Copans J. 2007c « Pour une anthropologie des sociabilités quotidiennes et des pratiques professionnelles: esquisses sénégalaises » in A. Kouvouama et al, *Figures croisées d'intellectuels. Trajectoires, modes d'action, productions*, Paris, Karthala, pp. 105-123

Copans J. 2008 [1998] *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, A. Colin

De L'Estoile B. 1997 « Au nom des 'vrais Africains'. Les élites africaines scolarisées face à l'anthropologie (1930-1950) », *Terrain*, 28, pp. 87-102

De L'Estoile B. 2005 « Une petite armée de travailleurs auxiliaires : la division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française des années 1930 », *Cahiers du CRH*, pp. 31-59

De L'Estoile B. 2008 « « Le Pont » ou l'ethnographie des interdépendances comme critique de la ségrégation coloniale », Présentation de la traduction de « Analysis of a social situation in modern Zululand » de M. Gluckman, *Genèses*, 72, pp. 119-124

Diouf M. (sous la dir) 2000 *L'Historiographie indienne en débat*, Paris, Karthala

Epstein A. L. 1958 *Politics in an Urban African Community*, Manchester, Manchester U. P.

Fall A. S. 1979 *La grève des bàttu*, Dakar, Nouvelles Editions africaines

Feierman S. 1990 *Peasant Intellectuals*, Madison, University of Wisconsin Press.

Gluckman M. 1958 *Analysis of a Social Situation in Modern Zululand*, Rhodes-Livingstone Papers 28 (avec une préface de J. Clyde Mitchell)

Jules-Rosette B. 1994 « Decentering Ethnography : Victor Turner's Vision of Anthropology », *Journal of Religion in Africa*, 24, 2, pp. 160-181

Lavigne Delville Ph., Nour-Eddine S. et Mathieu M. (sous la dir) 2000 *Les enquêtes participatives en débat. Ambition, pratiques et enjeux*, Paris, GRET-Karthala-ICRA

MacMillan H. 1995 « Return to Malungwana Drift- Max Gluckman, the Zulu Nation and the Common Society », *African Affairs*, 94, n°374, pp. 39-65

Malinowski B. 1963 [1922] *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Gallimard

Olivier de Sardan J.-P. 1995 *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala

Olivier de Sardan J.-P. 2010 « Promouvoir la recherche face à la consultance: autour de l'expérience du LASDEL (Niger-Benin) », *Cahiers d'Etudes africaines*, (à paraître 2010)

Peneff J. 2009 *Le goût de l'observation. Comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales*, Paris, La découverte

Pouchepadass 2000 « Les *subaltern studies* ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme*, 156, pp. 161-185

Pouchepadass 2004 « Que reste-t-il des *subaltern studies* ? », *Critique internationale*, 24, pp. 68-79.

Price R. 2008 *Travels with Tooy. History, Memory, and the African American Imagination*, Chicago, Chicago U. P.

Rist G. 2007 [1996] *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Sciences Po, Les Presses

Sanjek R. (ed) 1990 *Fieldnotes. The Makings of Anthropology*, Ithaca, Cornell University Press.

Sanjek R. 1993 « Anthropology's Hidden Colonialism: Assistants and their Ethnographers », *Anthropology Today*, 9, 2, pp. 13-18

Schumaker L. 2001 *Africanizing Anthropology. Fieldwork, Networks, and the Making of Cultural Knowledge in Central Africa*, Durham, Duke University Press.

Smouts M. Cl. (sous la dir) 2007 *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Sciences Po, Les Presses

Turner V. 1967 *The Forest of Symbols: Aspects of Ndembu Ritual*, Ithaca, Cornell University Press